

**DÉPARTEMENT DE L'YONNE
COMMUNE DE CHARMOY**

Arrêté de circulation
Règlementation temporaire chemin du haras

2026/003

LE MAIRE DE CHARMOY

- VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales,
- VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,
- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6,
- VU le code de la route et notamment les articles R 110.1, R 110.2, R 411.5, R 411.8, R 411.25, R 417.4, R 417.9, R 417.10 et R 417.11,
- VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation routière, et les textes d'application,
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – huitième partie – signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié.
- VU la demande de la société EUROVIA BFC demeurant 69134 DARDILLY CEDEX en date du 02 mars 2026, pour effectuer les travaux d'aménagement d'une zone d'activité
- **CONSIDERANT** la nécessité de garantir la sécurité aux abords du lieu des travaux, il y a lieu de règlementer temporairement la circulation en interdisant la circulation et le stationnement chemin du haras, seul les véhicules de l'entreprise pourront circuler pendant la durée des travaux qui débuteront le 30 mars 2026 au 30 novembre 2026.

ARRETE

ARTICLE 1 :

Pendant la réalisation des travaux d'aménagement d'une zone d'activité chemin du haras, la circulation et le stationnement seront interdits hormis pour les véhicules de l'entreprise le temps des travaux, à partir du 30 Mars 2026 et ce jusqu'au 30 Novembre 2026.

ARTICLE 2 :

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par la société EUROVIA BFC.

ARTICLE 3 :

Les dispositions définies par l'article 1^{er} prendront effet le jour de la mise en place de l'ensemble de la signalisation par l'entreprise chargée des travaux,

ARTICLE 4 :

Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et sanctionnées conformément aux lois et règlement en vigueur.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté sera affiché conformément à la réglementation en vigueur à la mairie de CHARMOY et sur le site internet,

ARTICLE 6 :

Conformément à l'article R 102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Dijon – 22 rue d'Assas – 21000 DIJON dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

ARTICLE 7 : Une ampliation du présent arrêté sera adressé :

Monsieur le Commandant du groupement de gendarmerie de l'Yonne,

Monsieur le Commandant de la brigade de gendarmerie de Migennes,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Charmoy, le 24 Mars 2026

le Maire,
Guillaume MASSON.